Elections législatives du 23 Novembre 1958 — Département de la Charente-Maritime

Troisième circonscription : **SAINT-JEAN-D'ANGÉLY**

OUI, il faut que cela change !

Car la situation est grave : le coût de la vie ne cesse d'augmenter ; la crise économique menace ; les réductions d'horaires et le chômage frappent déjà les travailleurs ; les difficultés grandissent à la campagne ; **4 ans de guerre en Algérie.**

Quels sont les responsables de cette politique néfaste ?

Ceux qui ont soutenu les Gouvernements de ces onze dernières années et qui tentent, à nouveau, de vous tromper par leurs promesses et leurs fausses disputes.

Le torchon brûle, paraît-il, entre BRUSSET et ses amis qui lui reprochent, aujourd'hui, ce que nous révélions hier ? Mais tous ont soutenu pareillement la politique des LANIEL, PINAY, GAILLARD et Guy MOLLET.

De même, les soi-disant « indépendants » et « paysans » BRUGEROLLES ou autres candidats à nouvelle étiquette, comme VINET, candidat U. N. R.

De même, les candidats radicaux aux « nuances » de plus en plus incolores tels RÉVEILLAUD, PINEAU et GARNIER.

Le Poujadisme a révélé son caractère fasciste

Les dirigeants soc alistes portent une lourde responsabilité. En s'opposant systématiquement à l'unité, il ont empêché la réalisation d'une politique de paix et de progrès social et ils ont fait le jeu de la réaction.

Guy MOLLET feint de se quereller, à nouveau, avec PINAY, mais il collabore avec lui dans le même Gouvernement. Ensemble, ils préparent le désistement réciproque pour le deuxième tour.

FARAUD et le secrétaire fédéral socialiste BARATON approuvent, mais ce dernier ne déclarait-il pas, devant 5.000 personnes réunies, à La Rochelle, en mai dernier : « Nous ne serons jamais derrière De Gaulle, avec ou sans contrat ? ».

Il faut juger les partis et les hommes sur leurs actes

Les responsables des difficultés de notre pays tentent, aujourd'hui de se dédouaner, mais ils sont condamnés par la politique qu'ils ont pratiquée et qu'ils voudraient poursuivre sous un Gouvernement autoritaire et grâce au truquage électoral.

Le Parti Communiste Français se présente avec confiance, car il ne porte aucune responsabilité. Nul reproche ne peut être fait à ses élus qui ont toujours respecté scrupuleusement leur programme.

Aucune loi sociale, aucun progrès, n'ont été obtenus sans les élus Communistes !

1936

— Front Populaire.
— Semaine de 40 heures sans diminution de salaire.
— Congés payés.
— Conventions collectives.
— Nationalisations : Banque de France et Chemins de Fer.
— Office du blé.

1944 1947

— Libération après la Résistance héroïque du Peuple Français.
— Reconstruction et Renaissance de la France.
— Nationalisations : Banques, houillières, gaz, électricité, aviation.
— Statut de la fonction publique.
— Exten ion de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales.
— Retraite des Vieux Travailleurs.
— Statut du fermage et du métayage.

1954 — Paix en Indochine.

1955 — Paix en Tunisie et au Maroc.

1956 — Multiples efforts pour amener Guy Mollet à faire la Paix en Algérie.
— 3 semaines de Congés payés.
— Création du Fonds National de Solidarité (vieux travailleurs, infirmes civils, etc.).

∴

Afin de barrer la route à la Réaction de plus en plus menaçante et de mettre en œuvre une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation, *il est indispensable que de nombreux députés communistes participent à la prochaine Assemblée.*

Mais pour cela, il faut voter de plus en plus nombreux pour le candidat communiste. Celui-ci s'engage à mettre tout en œuvre pour la réalisation du programme de justice sociale et de salut national suivant :

1° *Relèvement du niveau de vie des masses populaires ;*
2° *Paix en Algérie par la négociation ;*
3° *Politique extérieure d'indépendance française et de Paix ;*
4° *Réduction massive des dépenses militaires et réforme démocratique de l'impôt;*
5° *Garantie de l'avenir de la Jeunesse ;*
6° *Restauration de la République et construction d'une démocratie rénovée.*

Dans la circonscription de SAINT-JEAN D'ANGÉLY vous ferez confiance à

Maurice-Olivier BRILLOUET

Candidat du Parti Communiste Français



Olivier BRILLOUET

Engagé volontaire à la guerre 14-18, il fut grièvement blessé le 8-9-14, au Grand Couronné, de Nancy.

Devant les massacres, les deuils, la misère pour le peuple, avec, comme contre-partie, l'enrichissement des marchands et des trafiquants, il résolu, alors, de mettre toutes ses forces au service de la Grande Paix humaine entre les peuples.

Membre du Parti Communiste Français dès sa fondation, il a toujours été un militant dévoué à la cause du peuple.

Conseiller municipal de Surgères et conseiller d'arrondissement, il fut arrêté en MAI 1940 et jeté dans un camp de concentration pendant près de deux ans.

En 1943, il reprenait l'action dans l'illégalité, dans le département de l'Indre.

A la Libération, il fut élu maire et conseiller général de Surgères et remplit ces mandats pendant plusieurs années.

Elu député le 10-11-46, il a toujours défendu, soit à la tribune de l'Assemblée Nationale, soit par ses votes, le programme sur lequel il avait été élu. (Le « Journal Officiel » en fait foi.)

Depuis 1951, il a continué l'action, comme par le passé, recevant à son domicile, comme il le fait depuis 40 ans, et mettant ses connaissances au service de tous ceux ayant des difficultés de tous ordres, sans distinction d'opinions politique, philosophique ou religieuse.

Sa lutte pour la Paix en Algérie lui a valu d'être arrêté le 7-6-56 et enfermé pendant trois mois au Fort du Hâ (avec neuf autres Surgériens). Cette affaire doit être inscrite à la session de la Cour d'Assises, à Saintes, en janvier prochain.

Il avait un fils de 20 ans, il a été tué le 24-3-58 au col de Tilouet, à la frontière tunisienne.

Son remplaçant éventuel est BEZIAU MARCEL, secrétaire fédéral du Parti Communiste Français qui, comme Olivier Brillouet, met toutes ses forces, toutes ses connaissances, au service de la population laborieuse.

Vu : Le Candidat.

IMP. CENTRALE, R. DES CLOUTIERS - LA ROCHELLE 11 - 58